



Bulletin du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques

L'équité intergénérationnelle

Cet article a été rédigé par M. Louison Pronovost, du Secrétariat du Comité des priorités, qui s'est inspiré d'une revue qu'il a effectuée de la littérature sur le sujet de l'équité intergénérationnelle.

Dans le débat actuel sur l'équité entre générations, deux importants courants de pensée s'affrontent. D'un côté, on retrouve les défenseurs de l'approche d'équité générationnelle, pour qui chaque génération doit pourvoir à ses propres besoins. De l'autre, on retrouve les tenants de l'approche d'interdépendance générationnelle, qui reconnaissent implicitement le rôle primordial d'institutions autres que l'État au chapitre du transfert de ressources entre les générations, dont la famille et le marché du travail. Les premiers considèrent que « trop de fonds publics ont été dépensés pour les personnes âgées à la retraite au dépens du reste de la population ». Les seconds rejettent l'idée que chaque génération doit contribuer à ses propres dépenses et estiment plutôt que des coupures sur le plan des programmes destinés aux personnes âgées pourraient même avoir des effets négatifs sur leurs enfants adultes.

LA COMPTABILITÉ GÉNÉRATIONNELLE

La question de l'équité intergénérationnelle fait d'abord penser à la dette importante qui est susceptible d'être léguée aux générations futures. Elle évoque aussi le phénomène du vieillissement de la population qui, compte tenu des programmes sociaux en place, pourrait représenter une surcharge pour les générations futures.

À la fin des années 80, des économistes américains ont élaboré la méthode de comptabilité générationnelle afin de mesurer la charge fiscale que les générations actuelles reportent sur les générations futures. Dans la plupart des pays, les résultats de la comptabilité générationnelle sont pratiquement les mêmes : en

raison de la trop faible part des dépenses assumée par les générations d'aujourd'hui, les générations à venir pourraient devoir supporter une charge fiscale beaucoup plus lourde qu'actuellement.

D'après les plus récentes études réalisées, le Canada était, en 1998, l'un des rares pays à afficher une situation d'équilibre de la charge fiscale imposée aux générations actuelles et futures. Toutefois, les prochaines décisions à l'égard de l'utilisation des surplus budgétaires (réduction de la dette, amélioration des programmes ou baisse des impôts) pourraient affecter grandement ces résultats.

La comptabilité générationnelle porte moins sur l'équité entre générations que sur la viabilité à long terme du système de fiscalité et de transferts, et ce, à un moment très précis de son évolution. Trop d'éléments importants y sont donc ignorés pour qu'un résultat indiquant un état d'équilibre puisse être interprété comme la confirmation d'une situation d'équité entre les générations. Le capital physique, le stock de ressources naturelles, l'environnement physique, l'état d'avancement de la science et du savoir sont autant de facteurs qui devraient être pris en considération dans notre appréciation de l'équité envers les générations à venir.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'État n'est pas le seul à pouvoir influencer l'équilibre entre les générations, même s'il assume un rôle fondamental en ce qui a trait à l'équité. Le transfert de ressources s'effectue aussi par le truchement du marché du travail et de la famille. Ainsi, plusieurs s'accordent pour dire que, à la fin des années 70, le marché du travail a amorcé un tournant défavorable pour les membres de la génération X (la fin du *baby-boom*) en particulier, qui sont arrivés alors sur le marché. Pour la première fois depuis fort longtemps, on s'est retrouvé

L'équité intergénérationnelle

(suite de la page 1)

devant une génération qui n'a pu aspirer à un niveau de vie supérieur à celui de ses parents. Durant plus de deux décennies, cette génération aura été victime du surplus de main-d'œuvre accompagnant le phénomène du *baby-boom*.

Avec la retraite des *baby-boomers*, le marché du travail pourrait connaître un nouvel essor à l'avantage, cette fois-ci, des générations plus jeunes. L'augmentation des salaires, consécutive à la chute prévisible de l'offre de main-d'œuvre, pourrait d'ailleurs contribuer à minimiser le fardeau résultant du vieillissement de la population pour les jeunes générations.

LE RÔLE DE LA FAMILLE

Une part importante des échanges entre les générations passe également par la famille. Ces échanges, tant en ce qui concerne les transferts privés de richesse qu'en matière de soutien entre parents et enfants, se produisent dans les deux sens, mais ils avantagent généralement les générations les plus jeunes. Un recul de l'État dans certains secteurs ou des contraintes liées au marché du travail entraînent quasi inévitablement une charge additionnelle pour la famille. D'ailleurs, durant les deux dernières décennies, la famille a joué un rôle fondamental en com-

pensant, du moins en partie, les difficultés vécues par les jeunes par rapport au marché du travail. Il existe donc une substitution possible entre le marché du travail, la famille et l'État qui, même si elle ne peut toujours garantir l'équité entre générations, doit être prise en considération.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La tendance, au cours des dernières décennies, à l'abaissement de l'âge de la retraite a été encouragée par les gouvernements, qui y ont vu une solution aux problèmes d'emploi des jeunes. En réponse à un contexte démographique différent, cette tendance pourrait être renversée au cours de la prochaine décennie. En outre, les *baby-boomers*, compte tenu des régimes privés de retraite (régimes d'employeurs et REER) dont ils bénéficient, pourraient devenir une génération de retraités très autonomes financièrement et continuer de contribuer aux recettes de l'État. Et, si les personnes âgées de demain étaient en mesure de participer davantage au financement de la politique sociale, non seulement en tant que membres de la population active mais aussi en tant que retraités, les perspectives quant à l'équité entre générations pourraient s'en trouver passablement modifiées.

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE SUR L'ÉQUITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

AUERBACH, A. J., L. J. KOTLIKOFF et W. LEIBFRITZ. *Generational Accounting Around the World*, Discussion Paper Series, Tokyo, Institute for Monetary and Economic Studies - Bank of Japan, 1998, 54 p.

DAIGLE, É. et D. FUGÈRE. *Le revenu des personnes âgées au Québec en 1995*, Québec, Régie des rentes du Québec, juin 1998, 29 p.

FOUGÈRE, M. et M. MÉRETTE. « Population Ageing, Intergenerational Equity and Growth: Analysis with an Endogenous Growth, Overlapping-Generations Model », Department of Finance, Canada, préparé pour *Using Dynamic Computable General Equilibrium Models for Policy Analysis International Conference*, Avernoes, Assens, Danemark, 14-17 juin 1998, 41 p.

GAUTHIER, H. « L'interdépendance des générations dans un contexte de vieillissement démographique : application aux dépenses sociales », *D'une génération à l'autre : évolution des conditions de vie*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, 1997, volume 1, p. 205-247.

LINDSAY-SMITH, E. et S. MCCARTHY. *The Economic Effect on an Ageing Population*, Queensland, Australie, Geriatric Medical Foundation of Queensland - Keith Crosthwaite Memorial Fellowship, Allied Health and Community Consulting Services, 1998, 30 p.

MACDONALD, M. M. « Family Background, The Life Cycle, and Inter-Households Transfers », *A National Survey of Families and Households*, NSFH 13 Center For Demography And Ecology, University of Wisconsin-Madison, 1989, 49 p.

MEUNIER, D., P. BERNARD et J. BOISJOLY. « La jeunesse éternelle? Des changements dans les modes de vie des jeunes », *Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada*, Statistique Canada : Développement des ressources humaines Canada, 1998, p. 167-182.

MORISSETTE, R. « Dégradation de la situation des jeunes hommes par rapport au marché du travail », *Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada*, Statistique Canada : Développement des ressources humaines Canada, 1998, p. 35-56.

OREOPOULOS, P. et F. VAILLANCOURT. « Taxes, Transfers, and Generation in Canada: Who Gains and Who Loses from the Demographic Transition », *Commentaire no 107*, Toronto, Institut C. D. Howe, juin 1998, 24 p.

STONE, L. O., C. J. ROSENTHAL et I. A. CONNIDIS. *Les échanges de soutien entre les parents et les enfants et l'équité intergénérationnelle*, Ottawa, Statistique Canada : Division des systèmes de soutien familiaux et sociaux, 1988, 159 p.

WILLIAMSON, J. B. et D. M. WATTS-ROY. « Framing the Generational Equity Debate », *The Generational Equity Debate*, New York, Williamson, Watts-Roy et Kingson, Columbia University Press, 1999, p. 3-37.

WOLFSON, M. C., G. ROWE et S. F. GRIBBLE. « Comptabilité générationnelle chronologique dans le cas de populations hétérogènes », *Finances publiques et l'équité intergénérationnelle*, Statistique Canada : Développement des ressources humaines Canada, 1998, p. 119-139.

Liste des documents produits

documents produits



CLIPS

- **Congrès « Santé et qualité de vie : nos municipalités à l'heure de la mondialisation »**

Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole

- **Site du Congrès annuel de l'Association américaine de science politique**

François Dubé, ministère du Conseil exécutif

- **Diffusion des données publiques et révolution numérique : le rapport Mandelkern**

- **Innovations dans les services publics : une banque d'expériences**

- **Internet et les nouvelles demandes des administrés sur Admiroutes**

- **Le gouvernement sur l'Internet, 1999, une initiative fédérale**

- **Rapport d'experts et décision publique : deux rapports fédéraux**

- **Société de l'information, société du savoir et services publics**

Gabriel Claret, Secrétariat des comités ministériels de coordination

- **Concours de poésie auprès des jeunes américains sur le thème des transports**

Jean-François Guilloreau, ministère des Transports

- **Un nouveau site : l'Observatoire du Québec**

Jean Laliberté, ministère du Conseil exécutif

- **Conférence de l'Association internationale de la sécurité sociale sur les tendances démographiques et la mondialisation : défis pour la sécurité sociale**

- **Conférence nationale de recherche sur les politiques – analyse des tendances**

Denis Latulippe, Forum des grands organismes

- **Quatre multimoteurs de recherche**

Ginette Leclair, ministère du Revenu

- **Analyse des enjeux et des tendances dans l'éducation américaine : de 1900 à 2020**

Guy Legault, ministère du Conseil exécutif

- **Accroître le développement des infrastructures réseaux pour la recherche**

- **Allocutions prononcées dans le cadre de la Conférence nationale de recherche sur les politiques**

- **Appel de propositions pour la création de 4 nouveaux réseaux de centres d'excellence au Canada**

- **Conférence 2000 du magazine canadien *Information Highway***

- **Conférence canadienne sur l'innovation**

On trouve dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques deux principaux produits d'information, soit le *clip* et la *fiche synthèse*.

CLIP

Un *clip* est une courte note qui, en quelques lignes, doit porter à la connaissance des membres du Réseau l'intérêt d'un fait ou d'un événement, la publication d'un document, l'existence d'un site Internet intéressant ou la tenue d'un colloque ou d'un congrès. Ce produit sert aussi à transmettre à un ou à quelques ministères ou organismes de l'information concernant leurs champs d'intérêt.

FICHE SYNTHÈSE

Une *fiche synthèse* consiste en une brève analyse d'une information et des enjeux qui en découlent. Elle sert à renseigner les membres du Réseau et les décideurs au sujet d'une problématique donnée ou de perspectives qui se dégagent d'une ou de plusieurs tendances actuelles et, le cas échéant, à rendre la prise de décision plus stratégique et proactive. Une *fiche synthèse* peut aussi venir confirmer ou infirmer la validité d'orientations gouvernementales déjà retenues.

- **Conférence économique 2000 de Statistique Canada**
- **Conférence sur le vieillissement de la population, 10 février 2000**
- **Congrès mondial sur le management du commerce électronique**
- **Deuxième conférence sur le savoir global (Global Knowledge II)**
- **Dossier sur le commerce électronique**
- **Forum 2000 de l'OCDE : « Partenariats pour la nouvelle économie »**
- **Gestion des finances publiques : analyse du modèle néo-zélandais**
- **La première année du programme américain Welfare to Workfare (WtW)**
- **La procédure budgétaire au Canada**
- **Les centres intergénérationnels aux États-Unis**
- **Les parlements dans la société de l'information**
- **Réforme de la fiscalité en Suisse**
- **Réforme de la gestion publique**
- **Résumé des ateliers de la conférence Innovation Canada**
- **Société du savoir en 2005**
- **State Leadership Forum**
- **Statistiques des recettes publiques dans les pays de l'OCDE**
- **Synthèse de la consultation publique sur la société de l'information en France**

(suite au verso)



- **Un journal consacré à l'étude des politiques des gouvernements sous-nationaux**
- **Vieillesse de la population dans les pays de l'OCDE**
Sébastien Lévesque, ministère du Conseil exécutif
- **Colloque « Recherche : Culture et Communications »**
Ginette Massé, ministère de la Culture et des Communications
- **Discours de clôture de la conférence nationale (du Royaume-Uni) sur le développement durable, prononcé par Sir Crispin Tickell**
- **L'agence américaine de protection de l'environnement (EPA) impose des restrictions aux producteurs américains sur le maïs génétiquement modifié**
- **La gouverneure de l'État du New Jersey se propose d'accélérer l'implantation d'une gestion par bassin versant**
Gilbert Parent, ministère de l'Environnement
- **Année internationale de la culture de la paix**
- **La gouvernance et la participation des citoyens**
- **Le Foresight britannique : nouvel outil de gouvernance**
Marie José Péan, ministère du Conseil exécutif
- **L'économie et les finances publiques du Québec**
- **Projections budgétaires américaines de long terme**
Isabelle Poulin, ministère des Finances
- **68^e Congrès de l'ACFAS**
- **Comparative Family Policy : Six Provincial Stories, par Jane Jenson et Elisabeth Richard**
- **Conférence organisée par l'Université Tufts, Medford, Massachusetts (USA) sur le thème des petits États dans un monde en changement (Small states in a changing world)**
- **La vie familiale des adolescents**
- **Prochaine conférence nationale de l'IAPC**
Jacqueline Ramoisy, ministère du Conseil exécutif
- **Société du savoir – Éducation et formation : pour contrer la pauvreté et l'exclusion sociale**
Marcel Ross, ministère de l'Éducation
- **Forum sur la condition masculine : « Être homme en l'an 2000 »**
Christyne Tremblay, ministère du Conseil exécutif
- **Prochaine conférence sur le rôle du gouvernement en l'an 2000 par le Conference Board du Canada**
Giao Vungoc, ministère des Affaires municipales et de la Métropole

- **Que dire des réseaux?**
- **Particularités et défis de la gouvernance**
Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole
- **2005 – La nouvelle société du savoir et son économie**
- **Colloque « Construire aujourd'hui l'administration de demain » tenu en septembre 1999 et réunissant des hauts fonctionnaires de 27 pays membres de l'OCDE**
Ginette Bouillon, ministère du Conseil exécutif
- **Le concept de « villes et régions apprenantes » : répercussion concrète de la société du savoir**
François Dubé, ministère du Conseil exécutif
- **Impact du télétravail et de l'organisation du temps de travail sur la mobilité**
- **Rapport britannique sur les jeunes, la criminalité et le transport en commun**
Jean-François Guilloteau, ministère des Transports
- **Le nouveau modèle économique**
- **Privatisations à grande échelle aux États-Unis**
- **Rapport annuel de gestion du gouvernement fédéral**
- **Réforme de la fonction publique britannique**
- **Réforme de la structure budgétaire du gouvernement britannique**
- **Sir Peter Kemp propose une révolution dans la fonction publique du Royaume-Uni**
Jean Laliberté, ministère des Finances
- **Bulletin Horizon de décembre 1999**
- **Échange intergénérationnel : une perspective globale**
- **Faire face au choc démographique**
- **Faut-il promouvoir l'innovation?**
- **Gestion des ressources humaines dans les administrations publiques**
- **Internationalisation des services et activités des filiales étrangères**
- **L'exode des cerveaux : matière (grise) à réflexion?**
- **La motivation du profit en prison?**
- **La recherche et l'innovation dans les technologies de l'information et de la communication**
- **Le débat sur l'équité intergénérationnelle**
- **Lignes directrices de l'OCDE régissant la protection des consommateurs dans le contexte du commerce électronique**
- **OCDE : La gestion des systèmes scientifiques**
- **Rôle et fonctions de l'État et réforme de la gestion publique**
Sébastien Lévesque, ministère du Conseil exécutif
- **Les mesures d'aide aux entreprises**
Martine Marleau, ministère du Conseil exécutif
- **Le rapport annuel 1998-1999 du gouvernement du Royaume-Uni**
- **Problématique hommes-femmes et travail autonome**
Jacqueline Ramoisy, ministère du Conseil exécutif
- **Conférence de M^{me} Jocelyne Bourgon organisée par l'Institut d'administration publique du Canada**
- **Conférence de M. Hervé Sériex sur les tendances lourdes pour les individus et les organisations**
Christyne Tremblay, ministère du Conseil exécutif

Sigles utilisés :

ACFAS	Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
IAPC	Institut d'administration publique du Canada
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

Résumé de deux documents deux documents

PARTICULARITÉS D'EXERCICE DE LA GOUVERNANCE

Veilleur : Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Dans un texte de la *Revue internationale des sciences sociales*, Gerry Stoker définit cinq grandes particularités du concept de gouvernance et signale pour chacune d'elles certaines difficultés que comporte l'utilisation de ce mode de coordination des activités économiques et sociales de nos collectivités.

Malgré l'importance que continuent d'avoir nos instances démocratiques, **la gouvernance fait intervenir un ensemble complexe d'institutions et d'acteurs qui n'appartiennent pas tous à la sphère du gouvernement.** La reconnaissance de ces multiples instances entraîne la recherche de modes de coordination efficaces. Le développement de la gouvernance doit toutefois surmonter le risque de la confusion et du manque d'imputabilité quant aux processus de prise de décision qui s'en dégagent.

Le recours à la notion de gouvernance fait ressortir le phénomène du déplacement des responsabilités de l'État vers le secteur associatif, l'entreprise privée et le citoyen en général. **Les limites des responsabilités de ces acteurs deviennent ainsi relativement moins nettes.** L'effacement des responsabilités des pouvoirs publics pose le risque de la déresponsabilisation, qui s'exprime par le rejet des responsabilités sur les autres acteurs, quand les choses vont mal.

La gouvernance traduit une interdépendance entre les pouvoirs des institutions associées à l'action collective. Gouverner se veut ainsi un processus davantage interactif parce qu'aucun acteur ne dispose des connaissances et des ressources nécessaires pour s'attaquer seul aux problèmes. L'interdépendance pose le risque de l'incertitude et l'indétermination. Les comportements opportunistes de l'un ou de l'autre des partenaires font en sorte que les résultats ne correspondent pas toujours aux intentions. Cependant, ce qui est involontaire n'est pas nécessairement indésirable.

La gouvernance fait intervenir des réseaux d'acteurs autonomes apparentés à des groupes d'intérêt et autres groupements voués à une activité ou à un souci particulier. Ces réseaux cherchent toutefois non seulement à influencer le gouvernement, mais aussi à se substituer à lui. L'émergence de ces groupes nous confronte au problème de l'irresponsabilité des réseaux, qui sont animés par l'intérêt particulier de leurs membres et non par le souci plus général de l'intérêt public.

La gouvernance part du principe qu'il est possible d'agir sans s'en remettre au pouvoir ou à l'autorité de l'État. Les pouvoirs publics doivent ainsi apprendre à fonctionner selon de nouvelles règles qui remettent en question les anciennes conceptions hiérarchiques et qui limitent leurs leviers d'intervention. Toutefois, ce mode de conduite de nos activités économiques et sociales sera toujours menacé par des facteurs comme les tensions entre les institutions de la société civile ou encore l'existence de décalages entre les calendriers et les horizons établis par les principaux partenaires.

Source :
STOKER, Gerry. « Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance », *Revue internationale des sciences sociales*, mars 1998, p. 19-30.

LES MESURES D'AIDE AUX ENTREPRISES

Veilleuse : Martine Marleau, ministère du Conseil exécutif

Le livre intitulé *L'État-providence des entreprises, les politiques canadiennes de promotion de l'investissement direct étranger* étudie les aides publiques offertes aux entreprises dans le contexte actuel de concurrence très vive entre les États pour attirer les investissements et ainsi stimuler la croissance et la création d'emplois.

Les auteurs débutent en situant la politique canadienne relative à l'investissement étranger. Jusqu'au milieu des années 80, le Canada était un pays protectionniste et réticent à l'investissement étranger. À la fin des années 70, les Canadiens investissaient davantage à l'étranger que les étrangers au Canada.

Un renversement de cette tendance est survenu en 1984 avec l'arrivée de Investissement Canada, créé pour encourager et faciliter les investissements au Canada. Par la suite, le Canada a participé à plusieurs ententes bilatérales et multilatérales qui encadrent les mesures d'aide aux entreprises et à l'investissement.

Par ailleurs, les auteurs s'intéressent au volume d'investissements effectués au Canada. Il ressort de leur analyse que les flux d'investissements sont considérables tant à l'entrée qu'à la sortie.

Chacune des provinces canadiennes est dotée d'une structure administrative chargée de faire la promotion des investissements. La concurrence entre les provinces pousse les gouvernements à offrir des programmes d'aide qui sont disponibles ailleurs sous une forme ou sous une autre. Ces phénomènes expliqueraient pourquoi l'aide aux entreprises est extrêmement répandue au Canada.

Bien que de tels programmes d'aide puissent être justifiés (donner accès à des nouvelles technologies, encourager la RD, réduire l'incertitude ou les risques possibles, encourager la formation, etc.), les auteurs soulignent qu'il ne faut pas oublier que « les programmes d'aide aux entreprises introduisent des distorsions dans les échanges et les mouvements de capitaux. L'aide de l'État pourrait conduire à des effets de substitution en vertu desquels une aide offerte à une entreprise empêcherait une concurrente de procéder à un investissement. »

En conclusion, les auteurs font trois recommandations :

1. Avoir un souci de transparence dans les dépenses publiques engagées pour promouvoir l'investissement.
2. Faire des évaluations (coûts-bénéfices) systématiques des programmes d'aide aux entreprises.
3. Limiter la course aux privilèges par une harmonisation des règles entourant l'aide gouvernementale.

Source :
RAYNAULD, A., et F. RAYNAULD. *L'État-providence des entreprises, les politiques canadiennes de promotion de l'investissement direct étranger*, Éditions Fides, 1999.

Liste des veilleurs coordonnateurs veilleurs coordonnateurs

Nom	Ministère ou organisme	Courriel
Michel-Marie Bellemare André Bérard	Ministère de l'Industrie et du Commerce Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	<i>michel-marie.bellemare@micst.gouv.qc.ca</i> <i>andre.berard@mrst.gouv.qc.ca</i>
Pierre Blais	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	<i>pierre.blais@mamm.gouv.qc.ca</i>
Claude Bonneau Pierre Brousseau Pierre Cauchon Gabriel Claret	Ministère de la Solidarité sociale Ministère des Ressources naturelles Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat des comités ministériels de coordination	<i>claud.bonneau@mes.gouv.qc.ca</i> <i>pierre.brousseau@mrn.gouv.qc.ca</i> <i>pierre.cauchon@cex.gouv.qc.ca</i> <i>gabriel.claret@cex.gouv.qc.ca</i>
Maureen Clapperton Michel Clavet	Ministère de la Sécurité publique Ministère de la Santé et des Services sociaux	<i>maureen.clapperton@msp.gouv.qc.ca</i> <i>michel.clavet@mss.gouv.qc.ca</i>
Jean-Claude Cloutier Anne Desruisseaux	Secrétariat à l'allègement réglementaire Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse	<i>jean.claude.cloutier@cex.gouv.qc.ca</i> <i>anne.desruisseaux@cex.gouv.qc.ca</i>
Dany Dutil Louis-René Gagnon	Ministère des Finances Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	<i>d.dutil@finances.gouv.qc.ca</i> <i>louis-rene.gagnon@mrci.gouv.qc.ca</i>
Jean-François Guilloteau Daniel Johnston Éric Labbé	Ministère des Transports Ministère des Relations internationales Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	<i>jfguilloteau@mtq.gouv.qc.ca</i> <i>daniel.johnston@mri.gouv.qc.ca</i> <i>eric.labbe@agr.gouv.qc.ca</i>
Pierre Labonté Denis Latulippe Ginette Leclair Ginette Massé	Tourisme Québec Forum des grands organismes Ministère du Revenu Ministère de la Culture et des Communications	<i>labonte.pierre@tourisme.gouv.qc.ca</i> <i>denis.latulippe@rrq.gouv.qc.ca</i> <i>ginette.leclair@mrq.gouv.qc.ca</i> <i>ginette_masse@mcc.gouv.qc.ca</i>
Hélène Massé Denis Matte Gilbert Parent Carolle Proulx Joyce Racine Jacqueline Ramoisy Marcel Ross Alin Soussi Michel Therrien Paul Vécès	Secrétariat à la condition féminine Ministère du Travail Ministère de l'Environnement Ministère de la Famille et de l'Enfance Ministère de la Justice Secrétariat du Comité des priorités Ministère de l'Éducation Secrétariat du Conseil du trésor Ministère des Régions Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	<i>helene.masse@scf.gouv.qc.ca</i> <i>denis.matte@travail.gouv.qc.ca</i> <i>gilbert.parent@menv.gouv.qc.ca</i> <i>carolle.proulx@mfe.gouv.qc.ca</i> <i>jrachine@justice.gouv.qc.ca</i> <i>jacqueline.ramoisy@cex.gouv.qc.ca</i> <i>marcel.ross@meq.gouv.qc.ca</i> <i>asoussi@sct.gouv.qc.ca</i> <i>michel.therrien@sdr.gouv.qc.ca</i> <i>paul.veces@cex.gouv.qc.ca</i>

Vous avez des questions à poser ou de l'information à partager?

N'hésitez pas à communiquer avec le coordonnateur ou la coordonnatrice de votre ministère ou organisme.

Prospective est un bulletin produit sous la coordination du
Secrétariat du Comité des priorités
Ministère du Conseil exécutif
875, Grande Allée Est, bureau 2.200
Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 528-0659
Télécopieur : (418) 644-5869

Comité de rédaction :

Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Pierre Brousseau, ministère des Ressources naturelles
Martine Marleau, ministère du Conseil exécutif

Dépôt légal – 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1488-304X
© Gouvernement du Québec

Activités à venir à venir

**Congrès « Santé et qualité de vie : nos municipalités
à l'heure de la mondialisation »**

Québec, 13 au 16 mars 2000

**Conférence organisée par l'Université Tufts (USA) sur
le thème des petits États dans un monde en changement**

Medford, Massachusetts, 31 mars au 2 avril 2000

Conférence économique 2000 de Statistique Canada

Ottawa, 15 et 16 mai 2000

68^e Congrès de l'ACFAS

Montréal, 15 au 19 mai 2000

Forum 2000 de l'OCDE :

« Partenariats pour la nouvelle économie »

Paris, 26 au 28 juin 2000

